

EPU: UN BILAN INTERNATIONAL DES DROITS DE L'HOMME

Faire un état des lieux et évaluer les progrès

Le cas du droit à l'eau et à l'assainissement

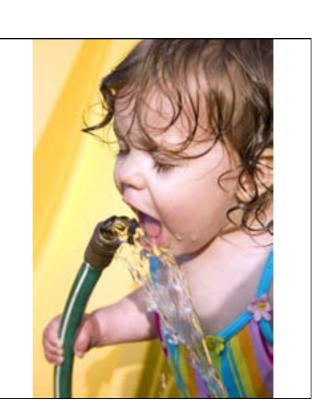
Dr Elodie Tranchez Parliamentary HelpDesk Programme

> 24 OCtobre 2014 CIFEDHOP



Environ 2,6 milliards de personnes – soit la moitié du monde en développement – n'ont même pas accès à une latrine simple « améliorée » et 1,1 milliard de personnes n'ont aucun accès quel qu'il soit à une source d'eau salubre améliorée.

Définir le droit à l'eau et à l'assainissement



Les critères:

- Disponibilité
- Qualité
- Acceptabilité
- Accessibilité
- Abordable



- Non discrimination
- Participation
- Information
- Responsabilité
- Développement durable





-Il n'y aurait pas assez d'eau dans la plupart des Etats pour garantir l'accès au droit à l'eau et à l'assainissement

- La mise en œuvre du droit à l'eau et à l'assainissement aurait un coût prohibitif pour les Etats

- Le droit à l'eau et à l'assainissement interdirait la privatisation des services de l'eau et de l'assainissement

Liste des éléments à vérifier au moment du bilan EPU

Question	oui	progrès	non
Est-ce que la constitution garantit le droit à l'eau et à l'assainissement tel que défini par les droits de l'homme ?			
Est-ce que la constitution garantit l'égalité et la non discrimination comme un principe général du droit ?			
Est-ce que la loi définit le droit à l'eau et à l'assainissement en se référant aux critères internationaux de disponibilité, d'accessiblité, d'acceptabilité, de qualité et d'abordable ?			
Existe-t-il des standards relatifs à ces critères ?			
Est-ce que ces standards sont régulièrement réévalués ?			
Est-ce que ces standards prennent en considération les situations particulières de certaines franges de la population ?			
Est-ce qu'il y a une loi interdisant la discrimination et faisant la promotion de l'égalité ?			

Est-ce qu'il y a une loi garantissant la pleine et libre participation des populations dans le cadre des décisions les impliquant ?		
Est-ce qu'il y a des mécanismes quasi judiciaires ou judiciaires effectifs à travers lesquels la population peut garantir son droit à l'eau et à l'assainissement contre l'Etat ou les compagnies privées d'eau ?		
Est-ce que la loi garantis l'accès prioritaire de l'eau pour les besoins personnels et domestiques sur les autres usages ?		
Est-ce que la loi prévoit un standard spécifique sur les quantités d'eau disponible et sur la quantité de coupures d'eau acceptables ?	T	
Est-ce que la loi prévoit ce que la disponibilité de l'eau et de l'assainissement implique dans le cadre de lieux publics (hôpitaux, écoles, lieux de travail, lieux de détention, etc) ?	T	
Est-ce que la loi prévoit la distance maximum pour garantir l'accès sécurisé à l'eau et à l'assainissement ?		

Existe-t-il des lois qui garantissent la qualité de l'eau par exemple en réglementant le rejet des eaux usées, en exigeant le confinement de toute infiltration d'engrais, d'effluents industriels, et d'autres polluants?	
Est-ce que la loi prend en considération le contexte spécifique de certaines régions ?	
Est-ce que la loi met en place des mécanismes destinés à garantir le caractère abordable de l'eau pour tous? (subventions, dispenses de paiements existence d'une institution indépendante déterminant le prix de l'eau)	
Existe-il une politique/ stratégie nationale de l'eau ?	
La population a-t-elle été consultée préalablement ?	
Cette politique fait-elle l'objet d'évaluations régulières ?	
Est-ce que le gouvernement consacre une part suffisante de son budget permettant la réalisation progressive du droit à l'eau et à l'assainissement ?	
Est-ce que le gouvernement a fait de l'eau et de l'assainissement une priorité de son budget ?	

Lorsque l'Etat dispose de ressources insuffisantes, est-ce que ce dernier a effectué des démarches suffisantes pour bénéficier d'aide et d'assistance internationale?		
Est-ce que les populations peuvent avoir accès aux informations quant aux débats relatifs à l'adoption du budget ?		
Existe-t-il un mécanisme indépendant (type Cour des Comptes) pour auditer l'utilisation effective du budget ?	П	T
Est-ce que les plans nationaux et locaux de distribution des eaux sont ouverts, transparents et participatifs ?	П	T
Est-ce que les régions disposant de besoins spécifiques en fourniture d'eau ont été identifiées ?	П	T
Existe-t-il une institution nationale indépendante qui surveille la qualité, la disponibilité, l'accessibilité, l'acceptabilité et le caractère abordable de l'eau?		
Est-ce que la Commission Nationale des Droits de l'Homme surveille le droit à l'eau et à l'assainissement ?		

Merci de votre attention!



Dr Elodie Tranchez e.tranchez@waterlex.org

International Secretariat 83, rue de Montbrillant 1202 Geneva Switzerland

